

Les épiceries sociales et solidaires face aux défis de la transition alimentaire

Depuis 2004, le GESRA (Groupement des épiceries sociales de la région AURA) accompagne et anime un réseau d'épiceries sociales et solidaires qui propose un modèle d'aide alimentaire innovant. Tout en donnant l'accès à une meilleure alimentation aux personnes en situation de précarité, ces épiceries œuvrent pour une économie sociale et solidaire, la promotion de la santé, l'éducation populaire et une consommation responsable. Rencontre avec **Éric Vivier**, coordinateur au GESRA, qui nous explique la spécificité du modèle mais aussi ses limites face à l'augmentation de la pauvreté dans notre pays.

Q Quelle est la vocation d'une épicerie sociale et solidaire ?

Les épiceries sociales et solidaires ont pour objectif de donner accès à une alimentation choisie, équilibrée et de qualité à tous. L'alimentation sert de vecteur d'insertion sociale : accompagnement à l'autonomie, éducation à la consommation, convivialité... L'accès à l'épicerie est soumis à un projet individuel : remboursement d'une dette, achat d'un bien d'équipement, passer le permis de conduire... Chaque bénéficiaire signe un contrat qui l'engage sur plusieurs mois. Il bénéficie de prix remisés établis selon ses revenus qui lui permettent d'économiser pour réaliser son projet. Le taux moyen de sortie positive est de 70%, preuve que ça marche ! Les épiceries sociales et solidaires s'inscrivent ainsi pleinement dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté : elles travaillent à rendre la personne actrice de son parcours de vie. Autre originalité du dispositif, la mixité des publics au sein de certaines épiceries : les clients bénéficiaires en précarité côtoient un public solidaire, composé de citoyens soutenant le projet par l'achat de produits au plein tarif, par du bénévolat, des dons, la participation aux ateliers (cuisine, santé, gestion de son budget...). Cette mixité permet à la fois une diversification de l'offre de produits, de ne pas stigmatiser les personnes dans le besoin, de créer du lien et de rendre les épiceries plus autonomes.

Q En quoi ces structures atypiques contribuent-elles à dynamiser un écosystème local ?

Les épiceries sociales et solidaires sont de véritables acteurs de l'innovation sociale. Grâce à la mixité, elles hybrident leurs approvisionnements avec des références bio, locales et en vrac. Notre plateforme d'approvisionnement s'appuie à la fois sur des dons et des partenaires qui nous donnent accès à leur catalogue de produits avec des ristournes. Lorsque nous avons introduit le vrac dans nos épiceries, il a fallu expliquer en quoi cela permettait de réduire son impact environnemental.

Nous avons organisé des ateliers cuisine, autour des protéines végétales entre autres. Le Collectif Gourmands a été créé et a travaillé avec une nutritionniste de l'Institut Paul Bocuse pour réaliser 300 fiches-recettes. Au final nous avons publié un livre, *Bio'Vrac, recettes pour bien manger*, que nous avons vendu à 5 000 exemplaires. Dès 2004 nous parlions alimentation de qualité pour tous et transition alimentaire. Il y avait cette notion d'accessibilité à des produits qualitatifs autant sur le plan nutritionnel qu'éthique, et environnemental. Et c'est ce que les politiques publiques commencent à défendre : ramener des produits de qualité, utiliser les circuits courts... Tant mieux !

86% des épiceries sont situées à moins de 3 km d'un QPV.

Q *Quels sont les freins ou contraintes auxquels vous êtes confrontés ?*

Les bénéficiaires sont captifs car ils sont adressés par les services sociaux, ils n'ont pas le choix. Ils sont pleins de ressources et ne demandent qu'à être accompagnés dans leurs choix alimentaires. Les freins se situent plutôt du côté des moyens alloués aux travailleurs sociaux, aux prescripteurs, et ils ne connaissent pas toujours le dispositif. Nous sommes encore en France sur une représentation de l'aide alimentaire fondée sur une logique strictement distributive. Seule la fonction nourricière du don est mobilisée sans tenir compte des autres fonctions (lien social, convivialité, plaisir...). Il y a tout un travail à mener pour faire connaître et coordonner les actions en quartier prioritaire afin de diriger les personnes vers le bon dispositif, celui qui leur correspond le plus. Une personne en grande précarité ne doit pas être envoyée dans une de nos épiceries parce qu'elle n'a pas les moyens de remplir le contrat, donc cela peut la mettre en double situation d'échec. Par contre si sa situation s'améliore, elle pourra rejoindre une épicerie et activer son projet. Par la suite, si elle n'est pas encore prête à retourner dans le champ classique de la consommation, un dispositif comme les groupements d'achat VRAC ou des Paniers solidaires pourra lui être proposé. Nous travaillons beaucoup sur cette logique de parcours. C'est pourquoi nous développons des liens avec d'autres acteurs comme le Secours Catholique, l'association VRAC, le réseau Cocagne... Il faut davantage tenir compte des caractéristiques et besoins des personnes et à ce niveau, il y a beaucoup d'interactions avec la politique de la ville.

Nous sommes aussi confrontés à la baisse des dons qui crée des difficultés d'approvisionnement. Nous sommes contraints par certaines dispositions antigaspi, qui poussent par exemple les grandes surfaces à vendre des produits dont la date limite de consommation est proche (avec des remises de 30 à 50%). Résultat : il y a moins de dons de denrées alimentaires aux associations. On se retrouve avec ce que la société de consommation n'a pas voulu, donc avec une baisse de qualité des produits donnés. C'est contre-intuitif vis-à-vis du modèle que nous défendons.

Q *Face à l'augmentation du coût de la vie, quel est l'avenir du modèle ?*

Après la crise de la Covid-19, on a vu arriver un nouveau public : familles monoparentales, indépendants, travailleurs pauvres... Et la tendance s'est accélérée avec l'augmentation des prix des produits alimentaires

et de l'énergie. Certaines épiceries sont à saturation et établissent des quotas et des listes d'attente. Les gens qui fréquentaient les épiceries basculent sur les colis alimentaires, du coup on passe d'une logique d'accompagnement à une logique d'urgence. C'est du jamais-vu !

La réponse institutionnelle reste malheureusement dans une approche quantitative, une logique distributive. Ainsi Élisabeth Borne a annoncé la création d'un fonds pour une aide alimentaire durable de 60 millions d'euros. Mais financer des denrées ne suffit pas ; il faut appréhender cette question dans sa globalité pour « faire système » (producteurs, transformateurs, distributeurs, consommateurs et législateurs), d'autant qu'on risque de déstabiliser de jeunes filières (bio, circuits courts...).

Nous sommes un acteur de l'accessibilité, et non de l'aide alimentaire.

Force est de constater que nous sommes arrivés au bout du modèle. Le GESRA milite pour la mise en œuvre d'une gouvernance alimentaire territoriale, en partenariat avec les acteurs du système alimentaire local, qui puisse répondre aux trois grands objectifs du Plan national pour l'alimentation, à savoir la justice sociale, la lutte contre le gaspillage alimentaire et l'éducation alimentaire. S'il fait figure de pionnier dans cette démarche, le GESRA le sait, nul ne peut répondre seul aux défis sociaux et environnementaux. ●

Propos recueillis par Nathalie Robin

“

Le GESRA en chiffres

50 épiceries adhérentes

21 000 bénéficiaires par an

1 000 bénévoles

120 salariés

1 plateforme d'approvisionnement